

# CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.281  
14 août 1984  
FRANCAIS

---

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA DEUX CENT QUATRE-VINGT UNIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève  
le mardi 14 août 1984, à 10 h 30

Président : M. R.I.T. CROMARTIE (Royaume-Uni)

## PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE

<u>Algérie</u> :	M. A. TAFFAR M. A. BELLAÏD
<u>Allemagne, République fédérale d'</u> :	M. A. WEGENER M. F. ELBE M. M. GERDTS M. W-E. von dem HAGEN
<u>Argentine</u> :	M. J. CARSALES M. R. GARCIA MORITAN
<u>Australie</u> :	M. R. BUTLER M. R. ROWE Melle J. COURTNEY
<u>Belgique</u> :	M. M. DEPASSE M. J-M. NOIRFALISSE
<u>Birmanie</u> :	U MAUNG MAUNG GYI U HLA MYINT U PE THEIN TIN
<u>Brésil</u> :	M. C.A. de SOUZA e SILVA M. S. de QUEIROZ DUARTE
<u>Bulgarie</u> :	M. B. KONSTANTINOV M. N. MIHAÏLOV M. C. PRAMOV M. K. STANKOV
<u>Canada</u> :	M. J.A. BEESLEY M. R.G. SUTHERLAND
<u>Chine</u> :	M. QIAN JIADONG Mme WANG ZHIYUN M. LIN CHENG M. YANG MINGLIANG M. SUO KAIMING M. LU MINGJUN
<u>Cuba</u> :	M. P. NUNEZ MOSQUERA
<u>Egypte</u> :	M. I.A. HASSAN M. M. BADR Mme W. BASSIM
<u>Etats-Unis d'Amérique</u> :	M. L.G. FIELDS M. N. CLYNE M. P.S. CORDEN M. H.W. DAVIDSON M. J. MISKEL M. A. LIEBOWITZ M. J. McATEER M. B. MORTON M. J.J. TIERNEY Mme M. WINSTON

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

<u>Ethiopie</u> :	Mlle K. SINEGIORGIS
<u>France</u> :	M. F. de La GORCE M. G. MONTASSIER
<u>Hongrie</u> :	M. F. GAJDA M. T. TOTH
<u>Inde</u> :	M. S. KANT SHARMA
<u>Indonésie</u> :	M. S. SUTOWARDOYO M. I.M. DAMANIK M. I. WIRANATAATMADJA M. HARYOMATARAM
<u>Italie</u> :	M. M. ALESSI M. B. CILBRAS M. G. ADORNI BRACCESI M. M. PAVESE
<u>Japon</u> :	M. R. IMAI M. M. KONISHI M. T. KAWAKITA M. T. ISHIGURI
<u>Kenya</u> :	-
<u>Maroc</u> :	M. O. HILALE
<u>Mexique</u> :	M. A. GARCIA ROBLES Mme Z. GONZALES y REYNERO M. F. MACEDO RIBA
<u>Mongolie</u> :	M. D. ERDEMBILEG M. S-O. BOLD M. T. ZORIGTBAATAR
<u>Nigéria</u> :	M. C. UDEDIBIA
<u>Pakistan</u> :	M. K. NIAZ
<u>Pays-Bas</u> :	M. R.J. van SCHAIK M. J. RAMAKER
<u>Pérou</u> :	M. C. CASTILLO RAMIREZ
<u>Pologne</u> :	M. S. TURBANSKI M. T. STROJWAS M. J. RYCHLAK

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

<u>République démocratique allemande</u> :	M. H. ROSE M. H. THIELICKE M. F. SAYATZ M. W. KUBICZEK
<u>République islamique d'Iran</u> :	M. N. KAZEMI KAMYAB M. M. TALE
<u>Roumanie</u> :	M. T. MELESCANU
<u>Royaume-Uni</u> :	M. R.I.T. CROMARTIE M. L.J. MIDDLETON M. D.A. SLINN
<u>Sri Lanka</u> :	M. J. DHANAPALA
<u>Suède</u> :	M. R. EKEUS M. L.E. WINGREN Mme E. BONNIER M. H. BERGLUND
<u>Tchécoslovaquie</u> :	M. M. VEJVODA M. A. CIMA M. J. MLTOUSEK
<u>Union des Républiques socialistes soviétiques</u> :	M. V.L. ISSRAELYAN M. R.M. TIMERBAEV M. P.Y. SKOMOROKHINE M. G.V. BERDENNIKOV M. B.P. KRASSOULINE M. N.V. NEILAND M. V.F. PRIAKHINE
<u>Venezuela</u> :	-
<u>Yougoslavie</u> :	M. K. VIDAS M. M. MIHAJLOVIC
<u>Zaire</u> :	Mme E. EKANGA KIBEYA M. O. GNOK
<u>Secrétaire général de la Conférence du désarmement et Représentant personnel du Secrétaire général</u> :	M. R. JAIPAL
<u>Secrétaire général adjoint de la Conférence du désarmement</u> :	M. V. BERASATEGUI

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : La 281ème séance plénière de la Conférence du désarmement est ouverte.

La Conférence commence aujourd'hui l'examen des rapports des organes subsidiaires spéciaux, des questions d'organisation et du rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies. Toutefois, conformément à l'article 30 du règlement intérieur, tout représentant qui souhaiterait soulever une question quelconque ayant trait aux travaux de la Conférence peut le faire.

Conformément au calendrier des séances et réunions pour cette semaine, je me propose de suspendre la séance plénière lorsque la liste d'orateurs aura été épuisée et de convoquer une réunion officieuse de la Conférence pour examiner des propositions relatives à des projets de mandats pour des organes subsidiaires au titre des points 2 et 5 de notre ordre du jour. Immédiatement après, nous rouvrirons la séance plénière et prendrons les décisions appropriées. Je voudrais aussi faire observer qu'après la levée de la séance plénière, nous devrions avoir une autre réunion officieuse pour commencer notre examen des parties techniques au Projet de rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies.

Est inscrit sur ma liste d'orateurs pour aujourd'hui le représentant de la République fédérale d'Allemagne.

Je donne la parole au représentant de la République fédérale d'Allemagne, l'Ambassadeur Wegener.

M. WEGENER (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je suis particulièrement heureux de prendre la parole alors que vous présidez la Conférence, vous, le représentant d'un pays qui nous est étroitement allié. La grande tradition diplomatique du Royaume-Uni, si éminemment représentée en vous, est bienvenue et nécessaire en ce mois très difficile de notre session annuelle. Avec votre permission, je voudrais consacrer ma déclaration au point 3 de notre ordre du jour, intitulé "Prévention de la guerre nucléaire, y compris toutes les questions qui lui sont liées".

Comme mes collègues s'en souviendront, ma délégation a périodiquement évoqué cette question devant la Conférence, à la session de 1983 comme à celle de 1984. Je voudrais également rappeler que ma délégation, de concert avec les délégations des Pays-Bas et du Japon, a présenté en 1982 un document de travail intitulé "Prévention d'une guerre, en particulier d'une guerre nucléaire" à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, et que ce document a été l'un des principaux sujets de discussion lors des dernières étapes de cette session extraordinaire.

Je voudrais saisir cette occasion pour réaffirmer les vues de ma délégation sur ce point. Dès que l'on a proposé pour la première fois à ce qui était alors le Comité du désarmement d'inclure dans son programme de travail la question qui constitue actuellement le point 3 de notre ordre du jour, ma délégation s'est félicitée de cette proposition et a appuyé l'idée que la question vitale de la prévention de la guerre nucléaire et de tous les autres conflits armés devait être examinée d'urgence et que la Conférence du désarmement était la mieux placée pour agir dans ce domaine. Ce ne sont pas les armes par elles-mêmes qui créent les guerres, mais les Etats et leurs dirigeants. Le désarmement, au sens le plus étroit du mot, celui d'une réduction du matériel militaire est hautement souhaitable et même vital, mais reste un processus mécanique si l'on ne prend pas en considération le comportement des Etats. Dans la noble appellation que cet organe a prise, le mot

(M. Wegener, République fédérale d'Allemagne)

désarmement figure également, mais ma délégation l'interprète dans un sens beaucoup plus large, comme un appel à coopérer pour gérer et contrôler les armements en vue de garantir la paix et d'empêcher le déclenchement d'une guerre. La prévention de la guerre, y compris de la guerre nucléaire, implique nécessairement un effort pour réglementer et remodeler le comportement d'ensemble des Etats et l'orienter dans un sens plus pacifique afin de minimiser et si possible, de supprimer, le risque de déclenchement d'une guerre (et par conséquent d'une guerre nucléaire). Ainsi, par sa nature même, la prévention de la guerre nucléaire constitue un défi global. Ma délégation se félicite que de plus en plus, d'autres délégations ici présentes soulignent l'ampleur et l'extrême complexité de cette tâche. Dans une récente déclaration, le distingué Ambassadeur de la Birmanie a témoigné de cette prise de conscience croissante qui se fait jour parmi les membres de la Conférence. Dans un document de travail détaillé - le document CD/357, daté du 28 mars 1983 - ma délégation a exposé ses vues sur la question dans le but de fournir un cadre général de référence pour traiter ce point de l'ordre du jour, et souligné particulièrement les domaines dans lesquels les Etats pourraient apporter une utile contribution à la prévention de la guerre, en particulier de la guerre nucléaire. Ce document avait pour objet de faciliter l'identification de mesures possibles, pratiques et appropriées, et finalement négociables, afin d'atteindre notre but. Dans le même esprit, la délégation belge, dans son document de travail CD/380, a systématisé et développé plus avant l'un des chapitres du document CD/357 portant sur les mesures propres à accroître la confiance, dont celles qui ont trait aux questions nucléaires. Tout en étant extrêmement critique quant au point de départ du groupe des Etats socialistes dans leur approche du sujet de la prévention de la guerre - et je ne manquerai pas de préciser certaines de mes objections au cours de la présente déclaration - je dois reconnaître que ce groupe a fait, dans le document CD/484, un effort intéressant pour étoffer ses premières propositions, qui étaient plus rudimentaires, reconnaissant ainsi le caractère global et complexe de la question. Ces divers documents de travail montrent que les délégations ont reconnu à quel point cette question exige un effort de coopération intellectuelle, qui en révèle les nombreuses facettes.

Le Groupe des 21 a précédemment exposé ses vues dans le document de travail CD/341. Cependant, j'observe avec quelque regret qu'il n'a pas tiré parti de la possibilité qui lui était offerte de développer ses vues et de rendre justice, pour sa part, à la complexité du sujet et aux efforts déployés par les autres groupes. Devant la gravité de cette question, est-il réellement approprié de se contenter, comme certaines délégations ont tendance à la faire, de pointer un doigt accusateur vers les détenteurs actuels d'armes nucléaires et de multiplier, de façon presque rituelle, les appels au retour à un monde préatomique qu'aucun de nous, hélas, ne peut recréer ?

L'importance vitale du sujet et la reconnaissance de son extrême complexité aboutissent à la même conclusion : il faudrait trouver, dans cette Conférence, une structure de travail appropriée permettant un processus dense et argumenté afin d'identifier les questions sur lesquelles la Conférence pourrait prendre des mesures adéquates et d'examiner les modalités de ces mesures.

(M. Wegener, République fédérale d'Allemagne)

Dans sa déclaration du 31 juillet, l'ambassadeur Dubey a retracé les efforts que nous avons déployés pendant les derniers mois pour mettre en route un tel processus dans le cadre d'un comité spécial de la Conférence. Ma délégation partage pleinement l'amertume qu'il éprouve à voir que ces tentatives ont été infructueuses et que tant d'efforts et de bonne volonté - en grande partie déployés par l'ambassadeur Dubey lui-même - n'ont servi à rien. Il est tentant, mais en même temps triste, d'imaginer tous les débats utiles que nous aurions pu avoir au cours des 18 mois précédents et combien nous aurions pu progresser dans la compréhension mutuelle de nos opinions respectives. Certes, la question de la prévention de la guerre nucléaire comporte un grand nombre d'aspects controversés. Mais, si l'on estime qu'un dialogue rationnel et une clarification lucide des problèmes offrent le plus de chances de rapprocher les esprits ou, du moins, de les amener à respecter mutuellement leurs convictions, on doit également admettre que plus une question est controversée, plus elle exige de débats et de discussions. Lorsqu'on connaît incomplètement les vues des autres, les échanges polémiques sont fort probables, mais ils s'estompent à mesure que l'on parvient à une meilleure connaissance réciproque et que l'on reconnaît le poids des arguments contraires.

C'est dans cet esprit, Monsieur le Président, que ma délégation aurait pu se rallier à la création d'un comité chargé du point 3 de l'ordre du jour et doté d'un mandat acceptable pour toutes les délégations. De l'avis de ma délégation, le projet de mandat proposé par le Groupe des 21 et figurant dans le document CD/515 continue de représenter une approche intéressante et prometteuse. Son caractère très général tient compte des points de vue de nombreuses délégations et, moyennant de nouvelles consultations, pourrait recueillir encore un plus grand nombre de suffrages. Je m'associe à l'ambassadeur Dubey lorsqu'il déplore que nous n'ayons pas encore réussi à prendre une décision positive sur ce projet. Cependant, la question n'a rien perdu de son importance et la nécessité d'entreprendre un examen en profondeur de ce point reste entière. En conséquence, nous devrions poursuivre le dialogue sur ce problème institutionnel, conserver le rapprochement de vues auquel nous sommes déjà parvenus, et poursuivre nos travaux de façon patiente et persuasive dans l'espoir d'aboutir à un consensus.

Il y a peut-être une leçon à tirer de l'impossibilité dans laquelle nous nous sommes trouvés de créer un comité à ce stade. En avril 1983, lorsque nous avons commencé à réfléchir à un cadre de travail approprié pour traiter du point 3 de l'ordre du jour, un groupe d'Etats occidentaux a proposé de tenir un débat structuré au cours d'une série groupée de réunions plénières officielles. Ma délégation figurait au nombre des coauteurs du document de travail CD/411, dans lequel était esquissée une structure possible pour procéder à une exploration analytique complète du sujet au cours d'une série de réunions. D'autres groupes ont rejeté cette formule institutionnelle, qu'ils ont jugée insuffisante, bien que la proposition ait été maintenue pendant la session d'été de 1983 et le début de la session de cette année. Peut-être les réunions officielles auraient-elles fourni moins d'occasions de procéder à un débat en profondeur, bien qu'en pratique, la différence qui existe entre nos diverses structures de travail soit légère. Mais pourquoi a-t-on rejeté à ce moment la formule la moins ambitieuse, qui aurait au moins permis d'engager un débat fécond ? Comme il arrive trop souvent dans le domaine du désarmement, on a négligé une solution moins satisfaisante pour rechercher une solution parfaite.

(M. Wegener, République fédérale d'Allemagne)

En fin de compte, ceux qui voulaient tout avoir se sont retrouvés les mains vides. Si ce débat structuré avait eu lieu à l'époque où il a été proposé, s'il avait permis d'envisager la question sous un jour intéressant et constructif, le passage à un organe subsidiaire normal aurait peut-être été plus facile, et au lieu d'un sentiment de déception et de frustration, nous aurions peut-être un sentiment d'accomplissement.

Malheureusement, le fait que la Conférence n'a pu créer un cadre approprié pour l'examen du point 3 de l'ordre du jour a donné jusqu'à présent à nos débats un caractère quelque peu désordonné. Nous avons entendu de nombreux discours sur les horreurs inimaginables d'une conflagration nucléaire généralisée. Mais, trop souvent, les délégations qui ont évoqué ces terribles conséquences ont omis l'étape préliminaire nécessaire : faire des hypothèses réalistes quant à la façon dont ces atrocités pourraient se produire et quant à la probabilité de leur apparition. Cependant, l'appel à des mesures visant à éviter la guerre nucléaire n'a de sens que si ces mesures sont adaptées à des scénarios spécifiques de conflit. En fait, les présentations de certaines délégations font penser à un médecin qui prescrit un remède puissant sans se soucier de diagnostiquer la maladie. Dans le document de travail CD/411, dont ma délégation était coauteur, il était suggéré que le premier pas logique de toute action de la Conférence au titre du point 3 de l'ordre du jour soit "l'évaluation du risque de déclenchement d'un conflit armé en général et d'une guerre nucléaire en particulier". Je voudrais saisir cette occasion pour réaffirmer les vues de ma délégation sur ce point et en particulier contester certaines opinions des pays socialistes.

Divers documents de travail et déclarations des pays du Pacte de Varsovie semblent indiquer qu'ils n'envisagent qu'une seule forme de conflit : un éclair nucléaire "surgi du ciel", une attaque surprise nucléaire totale que les Etats-Unis d'Amérique lanceraient sur l'Union soviétique et d'autres pays. L'ensemble du vocabulaire employé actuellement par l'Union soviétique pour exprimer sa position sur le désarmement - "menace croissante de guerre nucléaire", "catastrophe imminente pour les peuples de l'Europe et du monde entier" - se rapporte apparemment à un tel scénario. D'autres scénarios de conflit plus réalistes - tels qu'une agression (par qui que ce soit) avec des armes classiques, la dégénérescence d'un conflit classique en un échange nucléaire - ne sont même pas mentionnés. En conséquence, l'utilité des mesures recommandées par les pays socialistes doit être jugée au degré de réalisme du scénario envisagé.

Je ne m'arrêterai pas au caractère déplaisant des accusations ouvertement portées à ce sujet par l'Union soviétique et certains de ses alliés contre les Etats-Unis dans beaucoup de leurs documents de travail et de leurs déclarations, mais je préfère examiner la probabilité de ce scénario de conflit, sous l'angle politique et sous l'angle technique.

Sur le plan des arguments politiques, il est évident, pour quiconque suit de bonne foi les événements mondiaux, qu'aucun fait ne peut justifier une telle accusation. A l'Ouest et en particulier aux Etats-Unis, les questions stratégiques sont discutées ouvertement. La doctrine militaire et les intentions politiques sont ouvertement débattues et font partie d'un credo d'alliance qui recueille un consensus quasi absolu chez les pays membres de l'Alliance atlantique. L'Alliance



(M. Wegener, République fédérale d'Allemagne)

a le dossier excellent et irréfutable d'un groupe de pays qui se sont engagés à ne jamais utiliser aucune arme, nucléaire ou autre, sauf dans le cas d'une attaque armée. La stratégie de l'OTAN est exclusivement défensive et vise à la prévention d'un conflit. La structure de ses forces, la planification de sa défense et sa logistique correspondent à ces objectifs. L'Ouest est techniquement incapable d'une attaque. Il y a eu des déclarations répétées et sans ambiguïté des plus hauts représentants des pays de l'Alliance, y compris les Etats-Unis, pour dire qu'une guerre nucléaire ne peut être gagnée et que les scénarios de première frappe ou les politiques de "lancement sur alerte" restent catégoriquement éliminés de la gamme des options de défense auxquelles l'Alliance se prépare.

D'un point de vue plus technique, le scénario de l'"éclair surgi du ciel" manque à la fois de probabilité et de faisabilité. A ce sujet, il est inquiétant de constater que lorsque des pays socialistes imputent aux Etats-Unis une stratégie de première frappe, ils semblent vouloir utiliser une définition vague et déformée de ce qu'une première frappe est réellement. Conceptuellement, une première frappe est définie comme une attaque surprise utilisant la partie essentielle des arsenaux nucléaires d'une partie, visant à éliminer d'un seul coup la totalité du potentiel stratégique nucléaire de longue portée et les installations de commandement de l'adversaire, ce qui fait qu'à toutes fins pratiques l'adversaire perd ses moyens techniques de répondre par une frappe nucléaire efficace de représailles. Une première frappe suppose donc que le pays attaquant dispose d'un nombre suffisant de missiles nucléaires pour être sûr d'atteindre tous les objectifs essentiels qui permettraient des représailles à l'ennemi et que ces armes sont suffisantes par leur portée, leur fiabilité, leur grande précision de pointage sur l'objectif et leur puissance. Est-ce qu'aucune des deux grandes puissances dispose actuellement ou disposera dans l'avenir prévisible d'une telle capacité ? La réponse technique doit être : non.

Malgré certains changements technologiques, un grand nombre des systèmes stratégiques fixes qui existent chez chaque adversaire restent toujours invulnérables à l'attaque. En outre, le pourcentage des objectifs de nature stratégique qui se déplacent en mer et dans l'air et qui, par leur nature même, ne pourraient pas être compris dans l'attaque de première frappe est tel que dans toute hypothèse réaliste, l'autre partie conservera un potentiel considérable de deuxième frappe. Du côté des Etats-Unis, environ 90 % des systèmes stratégiques se trouvent ainsi hors d'atteinte d'une première frappe; pour l'Union soviétique, ce chiffre est d'environ 60 %. Des enquêtes récentes sur les conséquences atmosphériques et biologiques d'un échange nucléaire, de l'ampleur qu'une première frappe exigerait par définition, montrent encore plus clairement qu'avant que l'attaquant ne peut pas se protéger des conséquences de sa propre attaque nucléaire. Il en serait ainsi même si - il s'agit d'une proposition théorique - une première frappe réussissait et si un échange nucléaire n'avait pas lieu; il en serait ainsi à fortiori si le destinataire réagissait avec le potentiel nucléaire qui lui reste. Des détails sur les conséquences d'un tel échange ne sont pas nécessaires dans le contexte actuel. Il est impossible d'éviter la conclusion que n'importe quelle première frappe, dans la définition technique précise de ce terme, équivaudrait au suicide de l'attaquant. Cette conclusion est vraie pour chacune des deux puissances. Une première frappe sort donc du domaine d'une politique rationnelle. Si une première frappe était vraiment possible, cela n'aurait aucun sens de siéger à cette conférence pour débattre du désarmement. Celui qui impute à un adversaire des plans d'attaque entièrement irrationnelle de première frappe détruit en même temps la base d'un discours rationnel avec cet Etat et d'une recherche concertée de politiques pour empêcher la guerre.

(M. Wegener, République fédérale d'Allemagne)

Monsieur le Président, la substance de ma courte analyse est que le scénario sur lequel le groupe d'Etats socialistes a exclusivement fondé ses conclusions relatives au point 3 de l'ordre du jour n'a pas place dans notre débat. Dans ce contexte, j'aimerais rappeler ce que M. Mertes, Ministre d'Etat aux affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne, a dit récemment dans cette salle, le 9 juillet : "Si l'on doit en croire certaines spéculations et déclarations publiques faites au cours des derniers mois, les tensions dans le monde ont acquis une nouvelle dimension menaçante. On a dit que des risques de déclenchement d'un conflit nucléaire étaient plus grands que jamais. Mon gouvernement ne partage pas ces appréhensions exagérées, car nous pensons qu'aucun Etat doté d'armes nucléaires ne veut se suicider. Tous ces Etats ... se comportent très rationnellement et très prudemment face aux risques de guerre nucléaire, puisque leur propre survie est en jeu. En fait, elles ont mis au point un système d'accords de coopération visant à les protéger ainsi que leurs alliés des risques inhérents aux engins militaires modernes."

Monsieur le Président, ma délégation regrette particulièrement l'approche que le groupe des pays socialistes a choisie, car elle a un certain nombre de conséquences regrettables pour notre travail.

- En premier lieu, nous sommes écartés des scénarios réellement importants et réalistes de conflit, ceux contre lesquels nous devons concevoir des stratégies appropriées dans notre travail. Beaucoup des stratégies proposées par le groupe socialiste, sinon la plupart d'entre elles, pèchent par le caractère erroné du scénario sur lequel elles sont fondées.
- Deuxièmement, nous sommes dissuadés d'évaluer également le processus de croissance et la force militaire de l'Union soviétique et de ses alliés. Mais derrière l'écran de fumée de la psychose de guerre nucléaire et des phobies de première frappe, il existe un processus intensif, presque effréné de croissance du côté soviétique, qui dépasse de loin les besoins de défense soviétiques, un processus qui utilise délibérément toutes les technologies modernes, ces mêmes technologies que l'Union soviétique critique comme étant dangereuses et déstabilisantes lorsqu'elles sont utilisées par les Etats-Unis. Or tous ces potentiels doivent être évalués dans une analyse comparative impartiale et raisonnable lorsque nous recherchons une base réaliste pour construire des stratégies de prévention de la guerre, y compris de la guerre nucléaire.
- Troisièmement : une autre conséquence très malheureuse du scénario alarmiste propagé par les pays socialistes réside dans les craintes et émotions psychotiques résultantes, qui rendent plus difficile l'élaboration d'une approche rationnelle des vrais problèmes de sécurité qui doivent être résolus.
- Et, finalement, il y a une autre conséquence, encore plus regrettable. Des scénarios tels que ceux que les pays socialistes mettent en avant dans leur approche déforment notre façon de penser, nous amènent à nous concentrer sur des scénarios de guerre, alors qu'en réalité, dans le domaine nucléaire, les deux superpuissances ont été amenées à penser, dans leur propre intérêt, vital et partagé, en catégories de prévention de la guerre, ce qui est également notre tâche.

(M. Wegener, République fédérale d'Allemagne)

Monsieur le Président, le but de mon analyse a été jusqu'ici d'éliminer de notre examen du point 3 de l'ordre du jour des scénarios irrationnels, irréalistes et même dangereux. Si l'on accepte mon raisonnement, nous pourrions enfin nous concentrer dans notre travail futur sur les possibilités réelles et importantes de conflit qui méritent un examen rationnel. Elles sont au nombre de trois.

- Premièrement, il y a la possibilité de l'éclatement accidentel d'une guerre nucléaire résultant d'une défaillance technique. J'ai l'intention d'examiner dans une déclaration séparée, du point de vue d'un Etat non doté d'armes nucléaires, dans quelle mesure le danger réel pourrait venir de défaillances techniques ou humaines aboutissant à de tels événements accidentels, mais je voudrais anticiper en formulant mes conclusions dès maintenant pour déclarer que ces dangers sont minimes, sinon inexistants. Les systèmes nationaux très perfectionnés de contrôle de la puissance nucléaire, les systèmes existants de communication internationale en cas de crise et l'ensemble complet de mesures de confiance qui existent déjà dans le domaine nucléaire doivent nous conduire à cette conclusion. Les relations de coopération entre les Etats dotés d'armes nucléaires sont déjà très développées, même en temps de crise. A ce sujet, il est à regretter que l'accord soviéto-américain récemment conclu pour améliorer l'accord sur le téléphone rouge n'ait pas été suffisamment apprécié par la communauté internationale comme un signe rassurant du fonctionnement d'un dialogue de sécurité entre les Etats dotés d'armes nucléaires dans un domaine important.
- Les deux autres risques qui existent réellement sont, premièrement, qu'un conflit armé classique éclate et que, par une suite fatale d'événements, il puisse dégénérer en une confrontation nucléaire; et, deuxièmement, que l'existence des armes nucléaires et la position dominante qu'un Etat ou un groupe d'Etats pourrait retirer d'une supériorité nucléaire, jointes à une politique expansionniste et non pacifique, puissent aboutir à une domination politique due à la permanence et à la dimension de la menace, un scénario qui souligne avec force la nécessité de négociations sur le désarmement nucléaire et d'un équilibre des armements nucléaires au niveau le plus bas possible. Ces deux possibilités effrayantes nous ramènent aux causes de conflits. Celui qui veut empêcher la guerre, y compris la guerre nucléaire, doit éliminer les causes de l'accumulation des arsenaux et de leur utilisation possible, politique et militaire. Tel est l'argument logique incontestable qui explique pourquoi notre Conférence devrait considérer la prévention de la guerre nucléaire dans le cadre de politiques plus larges de prévention de la guerre en général.

A ce stade de l'argumentation, Monsieur le Président, je voudrais rappeler ici ce que j'ai dit au début de ma déclaration : nous sommes ramenés au comportement des Etats et à l'idée essentielle qu'une stratégie efficace visant à prévenir une guerre doit être une stratégie qui remanierait le comportement des Etats pour aboutir à plus de coopération dans leurs relations. Le 6 août, M. Genscher, le Ministre des affaires étrangères a parlé des problèmes que posent la prévention d'un conflit, la coopération et l'établissement d'un ordre pacifique plus stable dans le cadre Est-Ouest. Tout en s'appliquant à la situation en Europe, une région cruciale et pleine de tensions, les principes de comportement des Etats que le Ministre a énoncés sont, de l'avis de la République fédérale d'Allemagne, entièrement applicables aux relations entre les Etats d'une communauté mondiale plus étendue et particulièrement aux relations Nord-Sud. Les réflexions ci-après du Ministre sont donc très pertinentes pour le point de l'ordre du jour que nous

(M. Wegener, République fédérale d'Allemagne)

examinons ici : "A partir des fondations qui ont été posées jusqu'ici, il faudra rechercher de nouveaux moyens pour promouvoir la sécurité, la coopération et la stabilité en Europe. L'Ouest sera le mieux à même de faire honneur à sa responsabilité si tous peuvent rechercher cet objectif avec constance sans être perturbés par des fluctuations internes. L'existence de différends entre les deux parties devrait les inciter à redoubler d'efforts pour améliorer le climat. Les tentatives de l'une ou l'autre des parties pour imposer son point de vue à l'autre en refusant de reprendre les négociations ne peuvent mener à rien. La bonne approche si l'on veut trouver un moyen de sortir de la situation difficile actuelle est de rechercher des intérêts communs et des principes mutuellement acceptables. Les deux parties souhaitent éviter en toute circonstance un conflit armé l'une avec l'autre, quelles que soient les armes employées. Elles doivent toutes deux vouloir réduire la charge des dépenses militaires. Aucune d'elles n'acceptera la supériorité militaire de l'autre. Donc toutes deux ne peuvent que tirer avantage d'un dialogue et de la coopération... Le fait de donner corps à la renonciation à la force peut aussi jouer un rôle éminent dans les efforts visant à réduire les tensions actuelles dans les relations Est-Ouest. La promesse de ne pas recourir à la force n'implique pas une renonciation aux convictions, aux principes et aux normes ou aux positions sur les questions contentieuses. Elle concerne la manière dont les nations traitent l'une avec l'autre et les moyens qu'elles utilisent pour essayer de concilier leurs intérêts différents et souvent contraires. La renonciation à la force doit être le principe fondamental pour assurer des relations harmonieuses entre les nations européennes. Elle exige que les relations entre tous les membres de la communauté européenne des nations, sans exception, soient fondées sur le dialogue, la coopération et la conciliation des intérêts et non sur la coercition ou la supériorité d'un pays par rapport à un autre, sur des aspirations hégémoniques ou des privilèges de sécurité... Cette évolution doit aboutir à un ordre pacifique en Europe dans lequel les nations dotées de systèmes sociaux différents peuvent vivre ensemble dans la paix, sans crainte et dans une confiance mutuelle, en observant rigoureusement leurs engagements découlant de l'Acte final d'Helsinki.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la République fédérale d'Allemagne de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à mon égard.

Ma liste d'orateurs pour aujourd'hui est épuisée. Y a-t-il une autre délégation qui souhaite prendre la parole ?

M. EKEUS (Suède) (traduit de l'anglais) : Je voudrais simplement informer les représentants, par votre intermédiaire, Monsieur le Président, qu'une séance de rédaction se tiendra cet après-midi dans le cadre du Comité spécial des armes chimiques, à 15 h 30, dans la Salle No 1.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Suède de sa déclaration. Y a-t-il une autre délégation qui souhaite prendre la parole ? Si tel n'est pas le cas, je me propose à présent, comme annoncé à l'ouverture de la séance ce matin, de suspendre la séance plénière de la Conférence et de convoquer d'ici cinq minutes une réunion officieuse pour examiner des propositions relatives à des projets de mandats pour des organes subsidiaires au titre des points 2 et 5 de l'ordre du jour.

La séance est suspendue à 11 h 20; elle est reprise à 12 h 25.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : La 281ème séance plénière de la Conférence du désarmement est rouverte.

La Conférence est saisie de propositions concernant des projets de mandats pour des comités spéciaux au titre des points 2 et 5 de notre ordre du jour. Nous nous occuperons d'abord des propositions ayant trait au point 2, intitulé "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire".

La première proposition est contenue dans le document CD/523, présenté par un groupe de pays socialistes. Y a-t-il des objections?

Je donne la parole au représentant du Japon.

M. IMAI (Japon) (traduit de l'anglais) : Je vous remercie, Monsieur le Président. En raison de l'importance de la question faisant l'objet du point 2 de l'ordre du jour, un groupe de pays occidentaux a très sérieusement réfléchi au mandat proposé. Ces pays n'ont toutefois pas été convaincus que la création d'un organe subsidiaire à l'heure actuelle servirait la cause du désarmement nucléaire, ils ne sont donc pas en mesure de se joindre à un consensus à propos du mandat proposé.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant du Japon de sa déclaration.

Vu la déclaration qui vient d'être faite, je constate qu'il n'y a pas actuellement de consensus au sujet de la proposition contenue dans le document CD/523.

Je donne la parole au distingué représentant de la République démocratique allemande.

M. ROSE (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) : Je vous remercie, Monsieur le Président. Le Groupe de pays socialistes regrette vivement qu'aucun consensus n'ait été obtenu à propos de notre projet de mandat contenu dans le document CD/523 à cause de l'attitude négative d'un groupe de pays. Je tiens à dire d'emblée que les pays socialistes ne relâcheront pas leurs efforts pour faire en sorte que la Conférence consacre à cette question toute l'attention qu'elle mérite.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la République démocratique allemande de sa déclaration.

Je propose de passer maintenant au paragraphe 7 du document CD/526, qui se rapporte également au point 2 de l'ordre du jour et contient un projet de mandat présenté par le Groupe des 21.

Y a-t-il des objections à cette proposition?

Je donne la parole au représentant de la République démocratique allemande.

M. ROSE (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) : Au nom du groupe de pays socialistes, je voudrais réaffirmer notre appui au projet de mandat présenté par le Groupe des 21 et qui figure au paragraphe 7 du document CD/526. Ce même document expose d'une manière très convaincante les raisons pour lesquelles ce projet de mandat a été présenté. Nous accepterions la demande

(M. Rose, République démocratique allemande)

préconisant que des négociations multilatérales soient entamées au début de la session de 1985 de la Conférence et nous appuyons également l'idée d'une approche par étapes.

M. IMAI (Japon) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je regrette de devoir dire que la déclaration que j'ai faite concernant le document CD/523 s'applique également au paragraphe 7 du document CD/526. Comme je l'ai dit, nous ne sommes pas convaincus que la création d'un organe subsidiaire servirait la cause et nous ne sommes donc pas en mesure de nous associer à un consensus au sujet du mandat proposé.

M. QIAN JIADONG (Chine) (traduit du chinois) : Monsieur le Président, la Chine a toujours attaché une grande importance à la cessation de la course aux armements nucléaires et au désarmement nucléaire. Depuis qu'elle participe à la Conférence du désarmement, la délégation chinoise a constamment appuyé l'idée de créer un organe subsidiaire pour ce point de l'ordre du jour et d'entamer immédiatement des négociations de fond.

La délégation chinoise pense que la déclaration faite le 26 juillet par le Groupe des 21 est d'une grande importance. Dans cette déclaration, le Groupe des 21 se félicite de la Déclaration commune des chefs d'Etat ou de gouvernement de l'Argentine, de la Grèce, de l'Inde, du Mexique, de la Suède et de la Tanzanie, publiée le 22 mai 1984, et dit qu'"à titre de première mesure, le Groupe estime nécessaire d'arrêter toutes activités d'essai, de fabrication et de déploiement d'armes nucléaires et de leurs vecteurs, cet arrêt devant être immédiatement suivi de réductions substantielles des forces nucléaires". Nous pensons que cette idée coïncide avec la proposition de désarmement nucléaire que nous avons présentée à maintes reprises, qui prévoit la cessation de la mise à l'essai, de la mise au point et de la fabrication d'armes nucléaires, ainsi que la réduction de la quantité de ces armes. Nous appelons cela "trois cessations et une réduction". Nous avons cet objectif commun. La différence, est que la Chine, conformément à l'esprit du paragraphe 48 du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, maintient qu'au stade actuel les Etats-Unis et l'Union soviétique, qui possèdent ensemble plus de 95 % des armes nucléaires dans le monde, devraient être les premiers à adopter des mesures qui seraient suivies par les autres Etats nucléaires.

Au paragraphe 7 de son document, le Groupe des 21 a présenté des propositions concrètes au sujet de la création d'un comité spécial relatif à ce point de l'ordre du jour et de son mandat. La délégation chinoise approuve en principe cette proposition. Nous espérons sincèrement que les parties concernées chercheront dès que possible, pendant les quelques jours de la session qui restent encore, une solution par consensus, basée sur cette proposition, dans un esprit de coopération et de conciliation, pour permettre à la Conférence d'ouvrir au début de la session de 1985, une négociation de fond sur ce point.

M. NUÑEZ MOSQUERA (Cuba) (traduit de l'espagnol) : Monsieur le Président, il semble bien que vous serez amenés à constater qu'il n'y a pas de consensus pour créer un organe subsidiaire pour le point 2 de l'ordre du jour. Ma délégation et d'autres se chargeront de montrer nettement, dans le rapport que nous devons présenter à l'Assemblée générale, la façon dont cette question a été traitée à la Conférence du désarmement.

(M. Nuñez Mosquera, Cuba)

Permettez-moi seulement d'appeler votre attention sur l'argument qui a été avancé pour ne pas approuver les documents que nous avons examinés. On a dit que la création en ce moment d'un organe subsidiaire pour le point 2 de l'ordre du jour ne favoriserait pas la cause du désarmement nucléaire. Je voudrais rappeler, Monsieur le Président, qu'en ce moment les dépenses militaires atteignent 900 000 millions de dollars, dont un pourcentage élevé est consacré à la course aux armements nucléaires et que, dans le même temps, augmente le nombre des déshérités, des affamés et des malades, qui voient comment les ressources qui pourraient guérir leurs maux sont dilapidées en dépenses militaires. Tout au long de cette session de 1984, nous avons entendu des interventions brillantes et élégantes en matière de désarmement, mais au moment de prendre une décision concrète, on évite à nouveau à la Conférence d'ouvrir des négociations de fond sur les questions prioritaires de son ordre du jour.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Vu les déclarations que nous venons d'entendre, je dois constater qu'il n'existe pas à l'heure actuelle de consensus sur la proposition contenue dans le paragraphe 7 du document CD/526.

Nous avons achevé l'examen des propositions faites en ce qui concerne les projets de mandats au titre du point 2 de l'ordre du jour. Je propose que nous abordions maintenant les propositions présentées au titre du point 5, intitulé "Prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique". La première proposition dont la Conférence est saisie figure dans le document CD/329/Rev.2, présenté par le Groupe des 21. Y a-t-il des objections à cette proposition ?

Je donne la parole au distingué représentant de l'Italie l'ambassadeur Alessi.

M. ALESSI (Italie) : Monsieur le Président, le groupe de pays occidentaux a considéré avec toute l'attention qu'il mérite le projet de mandat contenu dans le document CD/329/Rev.2. Je regrette de devoir communiquer que le groupe n'est pas en mesure de s'associer à un consensus à son égard pour les raisons qui ont été illustrées au cours des consultations que vous et vos prédécesseurs avez menées à ce sujet, ainsi qu'aux séances plénières de la Conférence.

M. ERDEMBILEG (Mongolie) (traduit du russe) : Je vous remercie, Monsieur le Président. Je voudrais, au nom d'un groupe de pays socialistes, indiquer que notre groupe partage les idées énoncées dans le document CD/329/Rev.2 présenté par le Groupe des 21.

M. QIAN JIADONG (Chine) (traduit du chinois) : Monsieur le Président, depuis le début de la session de printemps, les parties intéressées ont procédé à des consultations fréquentes et prolongées sur la question de la création d'un organe subsidiaire chargé de la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique. Au début de la session, le Groupe des 21 a présenté son projet de mandat, que la délégation chinoise a constamment considéré comme une base possible d'accord. Cependant, en raison de divergences de vues importantes, il n'a pas été possible jusqu'à présent de sortir de l'impasse, bien que quelques délégations aient proposé diverses solutions. C'est pour vous une déception. En fait, il est paradoxal, alors que les Etats-Unis et l'Union soviétique parlent avec emphase de mener des négociations bilatérales à Vienne sur la question de l'espace extra-atmosphérique, que nous soyons incapables ici, dans ce forum, de créer un organe subsidiaire sur une question qui figure à notre ordre du jour depuis tant d'années.

(M. Qian Jiadong, Chine)

Comme on le sait, grâce aux efforts de compromis et de coopération des parties, l'Assemblée générale des Nations Unies, en examinant cette question l'année dernière, a finalement réussi à combiner trois propositions en une seule et à adopter la résolution 38/70 à une écrasante majorité. C'était là un succès considérable. Nous espérons que cet esprit de coopération se manifesterait également dans notre Conférence, afin de lui permettre de créer les organes subsidiaires appropriés peu après l'ouverture de la session de l'année prochaine, de manière à pouvoir commencer les travaux de fond.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le distingué représentant de la Chine de sa déclaration.

S'il n'y a pas d'autres orateurs qui souhaitent prendre la parole, je voudrais passer au document CD/529, également présenté au titre du point 5 de l'ordre du jour et qui contient une proposition faite par un groupe d'Etats socialistes.

Y a-t-il des objections à cette proposition ?

Je donne la parole au distingué représentant de l'Italie.

M. ALESSI (Italie) : Monsieur le Président, le groupe des pays occidentaux au nom desquels je parle a examiné le document CD/529 et il ne considère pas qu'il offre une base pour un accord. C'est pour cette raison qu'il ne peut pas participer à un consensus à son égard.

M. GARCIA ROBLES (Mexique) (traduit de l'espagnol) : Monsieur le Président, ma délégation déplore ce qui s'est produit pendant cette session de la Conférence du désarmement. Cela confirme l'exactitude de ce que l'Assemblée a déclaré dans l'avant-dernier paragraphe de sa résolution 38/62, du 15 décembre 1983. Dans cette résolution, comme on s'en souviendra, l'Assemblée avait déploré - je cite les termes de la résolution - qu'"en raison de l'obstruction persistante d'un très petit nombre de ses membres," le Comité - aujourd'hui la Conférence - du désarmement se voit dans l'impossibilité d'entamer des négociations sur les questions de la plus grande urgence et de la plus grande importance qui figurent parmi les tâches que l'Assemblée avait présentes à l'esprit lorsqu'elle créa le Comité en 1978.

Aujourd'hui, nous en avons eu deux nouveaux exemples : l'un concerne le point 5, peut-être le plus urgent en ce moment, la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique, l'autre, le point 2, le plus important peut-être à long terme, la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire. Déjà auparavant, nous avions eu deux autres exemples qui concernaient le point 1, la cessation des essais d'armes nucléaires, et le point 3, la prévention de la guerre nucléaire. Cela ancre ma délégation dans sa conviction qu'il faudra qu'au début de l'année prochaine la Conférence accorde l'attention qu'elle mérite à la proposition très succincte que le Groupe des 21 a présentée, le 13 septembre 1982, dans le document CD/330, et dont voici le libellé : "La règle du consensus ne doit pas être appliquée de façon à empêcher la création d'organes subsidiaires en vue de l'accomplissement effectif des fonctions du Comité, conformément aux priorités établies dans le Document final et en conformité des dispositions de l'article 23".



M. ISSRAELYAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) :

D'une manière générale, l'histoire de la Conférence du désarmement au cours de ces dernières années n'est guère brillante. Et cependant, les dates des 26 juillet et 14 août n'en marqueront pas moins des pages honteuses de cette histoire.

Le 26 juillet, la position adoptée par les Etats occidentaux a bloqué ou, disons-le sans ambages, a torpillé toute possibilité de mener en 1984 des négociations sur des questions prioritaires en politique mondiale contemporaine telles que l'interdiction des essais d'armes nucléaires et la prévention de la guerre nucléaire. Pourquoi ces Etats ont-ils agi ainsi ? Tout simplement parce que les mandats proposés **aussi** bien par un groupe de pays socialistes que par le Groupe des 21 tendaient à entreprendre des négociations, énonçaient clairement et nettement la nécessité de mener des négociations au sein de notre organe multilatéral de négociation. Aujourd'hui, ce même groupe de pays, celui des pays occidentaux, a torpillé toute possibilité de mener des négociations sur deux autres points de l'ordre du jour, non moins prioritaires, non moins actuels que ceux dont je viens de parler. Il s'agit en l'occurrence de la limitation des armements nucléaires et du désarmement nucléaire, d'une part, et de la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique, d'autre part. Je m'adresse à vous, Monsieur le Président, pour vous poser la question : Pourquoi le groupe des pays occidentaux a-t-il torpillé ces mandats ? Tout simplement parce qu'ils contenaient le mot sacramentel de négociations. C'est précisément à cause de cela que les mandats, proposés par une majorité d'Etats membres de la Conférence, n'ont pas été adoptés. J'espère que ce sont ces questions, et non des questions de procédure, y compris celle de l'élargissement de la composition de la Conférence, qui retiendront principalement l'attention de l'Assemblée générale. La Conférence devra répondre aux questions qui lui seront posées, non du fait qu'elle n'a pas pris de décision sur des questions d'organisation et de procédure, mais pour lui demander pourquoi elle n'a pas engagé de négociations sur quatre questions prioritaires de son ordre du jour. Elle devra également dire qui est responsable du fait que les négociations sur des problèmes prioritaires de désarmement n'ont pas commencé. Compte tenu de ce qui s'est passé, je ne peux que m'étonner, pour le moins, d'entendre le représentant de la République fédérale d'Allemagne, l'ambassadeur Wegener, dans son intervention d'aujourd'hui, s'adresser à l'Union soviétique pour lui demander de reprendre les négociations. De temps à autre, nous entendons de tels appels, qui nous font parfois penser à la romance tzigane : "Reviens, reviens, je pardonnerai tout". Nous ne reviendrons pas pour reprendre des négociations qui servent d'écran de fumée, de manoeuvre pour détourner l'attention des plans militaires de tels ou tels Etats. Mais c'est là une autre question et il va de soi que lorsque nous recevrons le texte de la déclaration faite par la délégation de la République fédérale d'Allemagne, nous l'étudierons et nous y répondrons. Nous voudrions demander pourquoi un groupe d'Etats, un groupe important d'Etats, tout en nous invitant à reprendre des négociations qui ont été torpillées, qui ont été rompues, sans que nous ayons rien à voir, entrave l'ouverture de négociations. De quoi s'agit-il, Mesdames et Messieurs ? Pourquoi, depuis tant d'années, la Conférence n'est-elle pas capable d'engager des négociations sur des questions prioritaires de son ordre du jour ? Telle est, Monsieur le Président, la question à laquelle je voudrais obtenir une réponse compte tenu de ce qui s'est passé le 26 juillet et le 14 août.

M. CARASALES (Argentine) (traduit de l'espagnol) : Mon intervention sera très brève, Monsieur le Président. La Conférence achève ou va achever de se prononcer sur divers projets relatifs à la création, à la Conférence, d'un comité spécial de la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique et au mandat y relatif.

Malheureusement, le bilan de cette activité est négatif.

Au sujet de cette question, Monsieur le Président, nous savons par la presse - et je souligne : par la presse - qu'une sorte de dialogue bilatéral est engagé entre les deux puissances spatiales. On peut admettre la coexistence d'efforts bilatéraux et multilatéraux dans le domaine du désarmement, mais il est indiscutable que ces efforts sont complémentaires et non contradictoires ou entièrement distincts les uns des autres. Il est indispensable qu'il y ait entre les deux un lien de telle ou telle sorte. C'est la raison pour laquelle ma délégation a estimé et continue d'estimer que la Conférence a le droit de s'attendre à ce que les deux puissances intéressées lui communiquent le plus tôt possible des informations sur le déroulement du dialogue qu'elles ont engagé, surtout si l'on tient compte du fait qu'il s'agit d'une question qui figure expressément à l'ordre du jour de la Conférence et pour laquelle on déploie, depuis quelque temps déjà, les efforts les plus intensifs pour s'entendre sur la façon appropriée d'entreprendre un examen de cette question quant au fond.

On ne peut raisonnablement prendre une décision adéquate sur cette approche multilatérale si l'on ignore totalement ce qui se passe ou ne se passe pas au sujet de cette question sur le plan bilatéral.

M. FIELDS (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, j'ai écouté ce débat avec intérêt et j'ai été intrigué par l'intervention du distingué représentant de l'Union soviétique. Il a accolé deux dates à ce qu'il a appelé des "pages noires" dans l'histoire de notre Conférence. Qu'il me soit permis d'y inscrire également, Monsieur le Président, deux dates qui resteront infamantes pour le désarmement dans le monde entier. Il s'agit tout d'abord du 23 novembre 1983, jour où les entretiens sur les forces nucléaires de portée intermédiaire ont été abandonnés par l'Union soviétique. La seconde date est celle du 8 décembre 1983. Pour la première fois, des négociations étaient entreprises par les deux principales puissances qui possèdent des armes nucléaires, non pour limiter ces armes, mais pour les réduire, et commencer ainsi le processus de désarmement nucléaire. Or, le 8 décembre 1983, l'Union soviétique s'est retirée de ces négociations.

Quant à la question de l'espace extra-atmosphérique, celle qui présente pour nous un intérêt immédiat, l'Union soviétique a invité les Etats-Unis à engager des négociations à Vienne, le 18 septembre 1984. Nous y serons ! Ma question est la suivante : l'Union soviétique y enverra-t-elle une délégation ou cette date figurera-t-elle également à jamais dans le registre des occasions perdues pour le désarmement ?

M. ALESSI (Italie), Monsieur le Président, c'est avec beaucoup de regret que nous devons constater qu'un accord sur le sujet de la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique, un sujet d'une importance incontestée, nous échappe. Un accord qui au cours de l'intersession nous a paru être très proche, nous a paru être à la portée de la main. Le mieux a été encore une fois l'ennemi du bien et le désir d'obtenir un mandat plus ambitieux a joué contre la possibilité d'entamer tout de suite nos travaux sur une base réaliste et, éventuellement, acceptable.

(M. Alessi, Italie)

Nous constatons maintenant l'absence d'un consensus sur les projets de mandat contenus dans les documents CD/329/Rev.2 et CD/529. Un troisième projet de mandat présenté par 10 pays du groupe occidental est contenu dans le document CD/527. Comme j'ai eu l'occasion de le dire lors de sa présentation, ce projet reflète plus que les vues de ses coauteurs, une étape, je dirais maintenant la dernière étape, de nos longues consultations. Nous aurions souhaité qu'il reçoive un meilleur accueil, car il représente un effort sérieux et constructif. Ses coauteurs estiment qu'il devrait rester à la disposition de la Conférence dans l'espoir qu'il puisse être une base utile pour la poursuite de nos travaux sur ce sujet. C'est pour cette raison qu'ils ne demandent pas qu'une décision soit prise sur le projet de mandat à ce stade de nos travaux. Ma délégation, ainsi que toute celles au nom desquelles je parle, restent prêtes à reprendre dès que possible, dans un esprit consultatif, tous les aspects sur ce thème jusqu'à la réalisation d'un accord que nous souhaitons tous.

M. ERDEMBILEG (Mongolie) (traduit du russe) : Monsieur le Président, depuis plusieurs années déjà, les pays socialistes s'efforcent systématiquement, dans cet organe multilatéral de négociations, de parvenir à un accord sur la question de très haute priorité qu'est celle de la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique. Nous sommes fermement intervenus, et nous continuons de le faire, pour que l'on crée le plus rapidement possible un comité spécial pour mener des négociations en vue de la conclusion d'un ou de plusieurs accords pour prévenir une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique sous tous ses aspects, en tenant compte de toutes les propositions y relatives, y compris celle concernant un Traité sur l'interdiction de l'emploi de la force dans l'espace extra-atmosphérique et à partir de l'espace contre la Terre. Il semble que la Conférence du désarmement s'apprête à prendre une décision officielle au sujet du document CD/529 présenté par un groupe de pays socialistes et qu'elle ait l'intention de constater l'absence d'un consensus à son sujet à cause de l'attitude négative d'un groupe de pays. En l'occurrence, les pays socialistes ne peuvent rien faire d'autre que d'exprimer leur profond regret. Nous continuerons de déployer des efforts et de coopérer étroitement avec les délégations intéressées en vue d'aboutir à un accord mutuellement acceptable sur cette question.

M. ISSRAELYAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Monsieur le Président, je m'excuse d'intervenir une deuxième fois, mais je voudrais noter avec satisfaction que le représentant des Etats-Unis a été d'accord avec moi pour penser que les dates du 26 juillet et du 14 août marquent des pages honteuses dans l'histoire de la Conférence. J'en ai déjà mentionné les raisons dans ma précédente intervention. Pour ma part, je suis prêt à me déclarer d'accord avec lui pour dire que la rupture des négociations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur la limitation des armements nucléaires en Europe et sur la limitation et la réduction des armements stratégiques a été effectivement un événement déplorable. Cependant, il y a un point sur lequel l'ambassadeur Fields s'est trompé, celui des dates. Ces négociations ont été enterrées non pas les 23 novembre et 8 décembre, mais quelques jours plus tôt, vers la mi-novembre, lorsqu'a commencé le déploiement des missiles américains de portée moyenne sur le continent européen : en République fédérale d'Allemagne, au Royaume-Uni et en Italie. Telle est la date réelle à laquelle les importantes négociations bilatérales soviéto-américaines ont été enterrées.

M. FIELDS (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Je m'excuse de prolonger la discussion, car nous avons déjà largement entamé l'heure de déjeuner. Tout ce que je puis dire, et je pense que mon distingué collègue de l'Union soviétique s'en souviendra, c'est que j'avais simplement constaté qu'il avait qualifié ces dates de "journées noires" et j'ai voulu faire consigner au registre d'autres "journées noires". Mais permettez-moi de rappeler à notre distingué collègue son erreur au sujet des dates des interruptions des négociations INF et des négociations START. Les dates que j'ai mentionnées sont exactes. Je voudrais lui rappeler que pendant tout le temps que nous étions en rapport avec son gouvernement sur la question des INF, son gouvernement déployait un missile de portée intermédiaire chaque semaine pendant toute la période de ces négociations; nous n'avons pas voulu les rompre parce qu'elles étaient trop importantes pour nous, pour eux, pour la sécurité de l'humanité. Je tiens à ce que les choses soient bien claires.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le distingué représentant des Etats-Unis de sa déclaration. S'il n'y a pas d'autres délégations qui souhaitent prendre la parole, je dois constater que vu les déclarations que nous venons d'entendre, il n'existe pas actuellement de consensus au sujet des propositions contenues dans le document CD/529.

Avant de lever cette séance, je voudrais rappeler qu'à notre prochaine séance plénière, jeudi, nous devrions aborder la question de l'amélioration et de l'efficacité du fonctionnement de la Conférence, et examiner en particulier le document CD/WP.100/Rev.1. A cette occasion, nous entendrons les vues des membres à propos de cette question et prendrons ensuite acte de ce document. A la même séance plénière, le Président du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques présentera le rapport intérimaire de ce Groupe. Celui-ci a terminé sa session vendredi dernier et lorsque le rapport intérimaire aura été présenté, jeudi, nous devrions adopter ses recommandations à la séance plénière suivante, mardi de la semaine prochaine.

Jeudi nous examinerons également à une réunion officieuse la question de l'élargissement de la composition de la Conférence.

Vous vous souviendrez que la Conférence doit également tenir une autre réunion officieuse aujourd'hui, pour commencer l'examen des parties techniques du projet de rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies, qui a été publié sous la cote CD/WP.133. J'ai l'intention de convoquer cette réunion cet après-midi à 15 h 15.

Etant donné qu'il n'y a pas d'autres questions à traiter, je me propose maintenant de lever la présente séance plénière.

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le jeudi 16 août 1984, à 10 h 30.

La séance est levée à 13 h 5.